

Dautis

## ARRÈTE N° 85 - Dir.1/845

autorisant Madame le Président Directeur Général  
de la S.A. des CHANTIERS BENETEAU, dont le siège social est sis  
à SAINT-HILAIRE-de-RIEZ à exploiter une unité de fabrication de bateaux  
en polyester sur le territoire de la commune de CHALLANS, en zone industrielle.

Le Préfet, Commissaire de la République  
du Département de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Croix de Guerre des T.O.E.



VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées,  
pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif à l'application de la  
loi précitée ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des  
installations classées ;

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la  
loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU la demande en date du 8 août 1984 complétée les 20 septembre et 10 décembre  
1984 présentée par Madame le Président Directeur Général de la S.A. CHANTIERS  
BENETEAU en vue d'exploiter une unité de fabrication de bateaux en polyester sur  
le territoire de la commune de CHALLANS, en zone industrielle ;

VU les plans, cartes et notices annexés au dossier ;

VU les avis émis par le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur  
Départemental de l'Agriculture, le Directeur départemental des Affaires Sanitaires  
et Sociales, le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, le Directeur  
Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 1984 qui a soumis la demande  
susvisée à l'enquête publique, pendant un mois, dans la commune de CHALLANS,  
commune d'implantation prévue ;

VU le procès-verbal et l'avis de Monsieur le Commissaire-enquêteur ;

VU l'avis du Conseil municipal de CHALLANS en date du 15 février 1985 ;

CONSIDERANT qu'aucune observation contraire au projet n'a été recueillie  
au cours de l'enquête ;

VU le rapport de l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur  
Départemental des installations classées en date du 14 mai 1985 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, en sa séance du  
4 juin 1985 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juin 1985 prorogeant les délais  
d'instruction du dossier déposé par la S.A. des CHANTIERS BENETEAU à CHALLANS ;

CONSIDERANT les observations présentées par l'intéressé sur le projet  
d'arrêté statuant sur sa demande ;

VU l'avis de l'Ingénieur subdivisionnaire des Mines, Inspecteur Départemental des installations classées en date du 8 juillet 1985 sur les observations présentées par l'intéressé ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Vendée ;

A R R È T E :

ARTICLE 1er

Monsieur le Directeur de la S.A. des CHANTIERS BENETEAU dont le siège social est sis en zone industrielle des Mares à SAINT HILAIRE DE RIEZ est autorisé sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté à exploiter "Chemin du Parois" sur le territoire de la commune de CHALLANS une unité de fabrication de bateaux en polyester.

Les activités faisant l'objet du présent arrêté sont soumises à autorisation pour la rubrique :

- 94 1° a :

"Application de colles à base d'élastomères préparées avec des solvants inflammables en quantité journalière supérieure à 5 kg".

et à déclaration pour les rubriques :

- 342 Bis B 3° 2 b :

"Ateliers où l'on exploite des peroxydes organiques et dépôts hors des usines de fabrication de la catégorie de risque 3 et de stabilité thermique S3 en quantité comprise entre 120 et 2 000 kg".

- 272 A 2° :

"Emploi de résines synthétiques dans des opérations telles que moulage, polymérisation à froid avec application au pinceau ou par pulvérisation l'établissement étant situé à plus de 20 mètres d'un immeuble habité par des tiers".

- 251 2° :

"Ateliers où l'on emploie des liquides halogénés ou autres liquides odorants ou toxiques mais ininflammables, l'atelier étant situé en dehors d'un immeuble occupé par un tiers et la quantité de liquides utilisée simultanément dans les ateliers étant inférieure à 1 500 litres".

- 405 B 1°b et 3°b :

"Application à froid sur support quelconque. Les vernis, peintures à base de liquides inflammables de 1ère catégorie par pulvérisation en quantité inférieure à 25 litres par jour et par application manuelle la quantité de produits réunis dans l'atelier étant inférieure à 200 litres".

.../...

- 361 B 2° :

"Installation de compression d'air et de puissance abosrbée comprise entre 50 et 500 kW".

- 253 :

"Dépôt aérien de liquides inflammables de 1ère catégorie, d'une capacité comprise entre 10 m<sup>3</sup> et 100 m<sup>3</sup>".

ARTICLE 2

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. Caractéristiques de l'établissement

La présente autorisation est octroyée au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées visées à l'article 1 pour les capacités, caractéristiques ou volumes d'activités ci-après :

ACTIVITES	CAPACITES ET CARACTERISTIQUES DES ACTIVITES
94 : application de colles inflammables à base d'élastomère	application de 50 kg/j de colles à base d'enduits de caoutchouc et autres élastomères dans l'atelier de montage
342 bis B 3° 2b	Péroxides de méthyléthylcétone sans risque de déflagration dont la stabilité thermique est assurée à une température pouvant être supérieure ou égale à 30° C. - stockage maximum de 2000 kg dans local spécifique isolé.
272 A Emploi de matières plastiques ou résines synthétiques pour moulage et polymérisation dans des bâtiments situés à plus de 20 m de tiers	A froid : 3 000 l/j de résines et gel coat pour le moulage des parties de bateaux par pulvérisation dans cabines spécifiques ou avec des pinceaux et des rouleaux aux postes de travail
405 B 1°b et 3°a	Par pulvérisation : 25 l maximum utilisé par pistoletage
361 B 2° Installation de compression d'air	Manuellement : aux pinceaux, aux rouleaux avec une quantité réunie dans les ateliers lors de ces opérations inférieure à 200 litres
251 2° Emploi de trichlorethylène pour le dégraissage	Une station comprenant 2 compressors d'une puissance absorbée de 150 kw
	Emploi de 5 l/j maximum et présence d'un maximum de 100 l dans les ateliers.

.../...

## 2.2. Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être aménagées conformément aux plans et indications techniques contenues dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification devra avant sa réalisation être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

### 2.3. Réglementation de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'établissement :

- l'instruction du Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées, pour la protection de l'environnement,

- l'instruction du 21 Juin 1976 du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Qualité de la Vie (Environnement) relative au bruit des installations classées,

- l'arrêté du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue

卷之三

de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,

- l'arrêté du 31 Mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

#### 2.4. Réglementation des activités soumises à déclaration

Les activités visées à l'article premier du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration seront exercées conformément aux dispositions de l'arrêté type correspondant dont un exemplaire est joint en annexe (272 A, 405 B 1°b et 3°a, 361 B 2°, 211 B, 251 2° et 253). Ces dispositions ne seront toutefois pas appliquées lorsqu'elles sont contraires aux prescriptions du présent arrêté. L'activité de stockage de peroxydes organiques soumise à déclaration pour la rubrique 342 Bis B 3° 2b sera soumise aux prescriptions ci-dessous du présent arrêté préfectoral.

### ARTICLE 3

#### PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

##### 3.1. Prescriptions applicables au dépôt de peroxydes organiques

Le dépôt de 2 000 kg maximum de peroxydes organiques sera effectué dans un local indépendant, extérieur aux ateliers, construit en matériaux incombustibles, coupe feu de degré deux heures.

La porte d'accès à ce dépôt devra s'ouvrir vers l'extérieur et sera pare-flammes de degré  $\frac{1}{2}$  heure.

Le sol du dépôt sera imperméable et incombustible.

Ce dépôt ne renfermant que des peroxydes de risque 3 doit être séparé d'une distance de 5 mètres de la limite de propriété, ainsi que tout local occupé par des tiers. Il ne renfermera pas de produits inflammables.

S'il existe un chauffage pour le local de stockage des peroxydes organiques, il devra s'effectuer par fluide caloporteur (air, eau, vapeur d'eau basse pression etc...) ou par tout autre procédé présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Le stockage des produits devra être aménagé de façon qu'aucune réaction dangereuse ne puisse être provoquée par la température ou la proximité de parois chauffantes.

Il est interdit d'introduire un objet ayant un point en ignition, de pénétrer avec une flamme et de fumer dans le local

.../...

où sont entreposés des peroxydes organiques.

L'emploi d'outil pouvant provoquer une étincelle y sera aussi strictement prohibé. Ces interdictions seront affichées en caractères apparents dans le local et extérieurement sur les portes d'entrée.

Si le local dispose d'une installation électrique, celle-ci sera construite, entretenue et exploitée conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 relatif aux installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les rapports de vérifications seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra prescrire des contrôles complémentaires.

Le personnel chargé du dépôt (travaillant dans l'atelier) sera spécialement instruit des dangers présentés par ces produits, ainsi que de la nature du matériel et des substances qui ne doivent pas entrer en contact avec les peroxydes.

Un équipement de sécurité (lunettes, gants, vêtements, etc...) adéquat et en quantité suffisante sera mis à la disposition du personnel du dépôt.

Un extincteur sur roues de 50 kg de charge sera tenu à proximité du local de stockage et à l'extérieur pour la lutte contre l'incendie.

Toutes dispositions seront prises pour protéger le dépôt contre la foudre, et contre l'accumulation éventuelle d'électricité statique.

Le transvasement des produits doit s'effectuer à l'extérieur du dépôt dans un local aménagé à cet effet.

Toutes dispositions devront être prises pour maintenir à l'intérieur du dépôt une température inférieure à celle de décomposition des produits entreposés, ceci suite à une élévation des températures due à un ensoleillement prolongé ou à un proche incendie. Cette prescription sera observée par la mise en place d'une isolation spécifique.

.../...

Le dépôt sera maintenu en état constant de propreté, tout produit répandu accidentellement devra être enlevé aussitôt et détruit ou neutralisé suivant une consigne prévue d'avance pour chaque qualité de peroxydes.

### 3.2.- Prévention des dangers d'incendie et d'explosion.

L'atelier de moulage, le magasin de stockage des kits de montage, l'atelier de finition et d'expédition présenteront les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- murs et parois incombustibles,
- portes pare-flamme, degré ½ heure,
- couverture incombustible
- sol incombustible.

L'atelier de moulage sera distinct et isolé de l'autre groupe d'ateliers d'une distance minimale de 15 mètres.

Les portes des ateliers, au nombre de deux au moins seront munies chacune d'un dispositif de rappel automatique, elles s'ouvriront dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc ....) en fonction pendant les heures de présence du personnel.

Des éxutoires de fumées à commande manuelle seront présents à raison de 1/100ème de la surface dans les ateliers de moulage, et de montage finition.

Les moyens de lutte contre l'incendie suivants devront être observés :

- mise en place d'un réseau "de sprinklers" dans le bâtiment montage et dans l'atelier finition montage alimenté à partir de deux sources (pompe 60 m<sup>3</sup>/h aspirant dans une bâche en charge de 30 m<sup>3</sup> et groupe diesel moto pompe de 184 m<sup>3</sup>/h).
- mise en place d'un réseau de robinets incendie armés dans les ateliers mettant en oeuvre des résines, des solvants et vernis,

- mise en place d'extincteurs portatifs en nombre suffisant et placés dans des endroits aisément accessibles dans chaque atelier,
- présence dans un rayon de 200 mètres de chaque bâtiment d'une borne d'incendie utilisable par les Services de lutte contre l'incendie.

Les moyens de prévention ci-après devront être établis :

- consignes générales d'incendie établies et affichées dans chaque bâtiment, ainsi qu'un plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie,
- formation d'une équipe de première et seconde intervention par secteur d'activité des bâtiments,
- interdiction de fumer affichée dans chaque atelier,
- accessibilité par les véhicules de lutte contre l'incendie établie en permanence à la périphérie de chaque atelier,
- mise en place d'issue de secours en nombre suffisant dans chaque atelier de façon à permettre l'évacuation rapide de tous les postes de travail,
- équipement de chaque issue de secours d'un bloc autonome d'éclairage dit de sécurité et conforme à la réglementation en vigueur,
- équipement des zones susceptibles de présenter des risques d'explosions (postes d'application des résines) en installations électriques du type utilisable en atmosphère explosive conforme à l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion. Ces zones seront définies sous la responsabilité de l'exploitant après mesure du seuil d'explosivité par un organisme spécialisé dans les ateliers concernés.

Les zones à risques, telles que définies ci-dessus non équipées d'installations électriques utilisables en atmosphère explosive feront l'objet, au moins une fois par an, d'une mesure de l'atmosphère à l'explosimètre. Les justificatifs de ces mesures seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Après chaque journée de travail, les dispositions suivantes devront être observées :

- enlèvement de tous les liquides inflammables présents dans les ateliers de moulage et finition montage et contenus dans des bidons (différents solvants, gel coat, vernis, peintures, colles, etc...) et regroupement dans le local annexe prévu pour leur stockage,

- enlèvement de tous les chiffons imprégnés de liquides inflammables divers et de tous les déchets dans les ateliers précités et regroupement dans une enceinte étanche extérieure pour une destruction vers une installation autorisée à cet effet,
- débranchement de tous les appareils électriques, présents dans les bateaux en cours de finition,
- coupure générale de l'installation électrique dans chaque atelier.

Les appareils permettant de maintenir en température les produits d'application pourront rester en tension sous réserve d'être alimentés par une ligne spécifique branchée en amont de l'armoire distributrice, commandée et protégée par disjoncteur coupe-circuit.

### 3.3. Prévention de la pollution de l'air.

#### 3.3.1.- Poste d'ébarbage des pièces moulées.

La teneur en poussière de l'air rejeté à l'atmosphère par les postes d'ébarbage des pièces moulées présents dans les différents bâtiments sera inférieure à 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

#### 3.3.2.- Atelier de moulage

Les extractions de solvants dans l'atelier de moulage des différentes parties de bateaux devront permettre de respecter la norme à l'émission ci-après :

- styrène + méthyléthylcétone 250 mg/m<sup>3</sup>,
- acétone + alcool 500 mg/m<sup>3</sup>.

Cette norme s'applique aux extractions pratiquées par ventilateurs situés à environ 1,5 mètre du sol sur chaque face du bâtiment et à un mètre du ventilateur dans le sens de l'extraction.

Aucune émission canalisée en toiture n'aura lieu dans le bâtiment de moulage pour les solvants précités.

#### 3.3.3.- Atelier de finition.

Pour les émissions canalisées en toiture, les prescriptions ci-après devront être observées :

- débit maximal d'air évacué à l'atmosphère dans ces conditions 40.000 m<sup>3</sup>/h.

Les émanations de colles néoprènes, vernis, peintures, acétone, toluène, xylène, ainsi évacuées en toiture ne devront pas engendrer d'augmentation significative des substances polluantes dans l'atmosphère de cette zone.

Dans le cas contraire, vérifié par des analyses demandées par l'Inspecteur Départemental des Installations Classées à la charge de l'exploitant, un traitement approprié de ces vapeurs devra être mis en place.

#### 3.3.4. Chaufferies

L'implantation et l'exploitation des deux installations de combustion fonctionnant au gaz naturel seront effectuées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et déconomiser l'énergie.

Sont notamment respectés :

- Hauteur du conduit d'évacuation des gaz de 9,5 mètres,
- Indice pondéral maximum de 0,2 g de poussières par thermies de combustibles consommées au foyer,
- Indice de noircissement maximum de 4.

#### 3.3.5. Contrôle de la pollution atmosphérique

Une analyse des rejets du bâtiment de moulage sera effectuée annuellement par prélèvements sur une période représentative du fonctionnement des installations en vue de déterminer la concentration en différents solvants (acétone méthyléthylcétone, styrène, alcool) émis par les extractions en partie basse de l'atelier.

*Ateliers* (   
 *Actions*   
 *Spéc.* )  
 Le flux de rejet correspondant à l'atmosphère pour chaque solvant sera déterminé.

La première analyse sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la mise en service de l'usine.

Les résultats seront communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées.

Les frais des analyses seront à la charge de l'exploitant. L'Inspecteur des Installations Classées se réserve la possibilité de demander toute autre analyse complémentaire à la charge de l'exploitant.

#### 3.4. Prévention de la pollution des eaux

L'eau ne sera pas utilisée dans les procédés industriels ni pour le nettoyage des locaux.

.../...

Les effluents domestiques (sanitaires, douches, etc...) seront évacués conformément aux directives en vigueur fixées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Les stockages aériens de liquides inflammables ou de produits chimiques divers seront protégés par une cuvette de rétention étanche de capacité suffisante (capacité totale du plus gros réservoir protégé ou 50 % de la capacité des réservoirs dans le cas de plusieurs réservoirs et si cette valeur est supérieure). Cette précaution s'applique pour les stockages aériens de résine et des divers liquides inflammables en bidons.

### 3.5. Bruit

Le niveau sonore des bruits émis par l'ensemble des ateliers devra respecter en limite de propriété les valeurs maximales suivantes conformément à la norme NF 31 010 mise en application par l'instruction du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations classées :

- 65 dB (A) de 7 h à 20 h,
- 60 dB (A) de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h,
- 55 dB (A) de 22 h à 6 h.

Les véhicules et les engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, hauts parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 3.6. Déchets

Les bidons ayant contenu des liquides inflammables divers (vernis, diluants, etc...) ou des produits chimiques devront être évacués vers un centre de traitement spécialisé et autorisé au titre de la loi du 19 Juillet 1976 dans les conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

Les déchets de papiers, plastiques, cartons, bois seront revalorisés dans la mesure du possible. Les éléments non revalorisables ainsi que les résidus de balayage, et les boues en provenance du nettoyage des cabines à rideau d'eau seront évacuées vers une décharge contrôlée, acceptant ce type de déchets, autorisée au titre de la loi du 19 Juillet 1976 dans les conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

Les localisations de celle-ci ainsi que du centre spécialisé précité seront communiquées à l'Inspecteur Départemental des Installations Classées.

.../...

Un cahier sur lequel seront portées la date d'enlèvement, la quantité enlevée et la destination finale de l'ensemble des déchets susvisés sera tenu à la disposition de l'Inspecteur Départemental des Installations Classées.

### 3.7. Divers

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant devra en avertir dans les meilleurs délais par les moyens appropriés (téléphone, télex...) l'Inspecteur des Installations Classées.

Une surveillance systématique périodique des mécanismes et appareils de l'installation devra être effectué par un organisme agréé notamment en ce qui concerne :

- les installations électriques,
- les appareils de levage.

Les rapports faisant état de ces visites périodiques seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions du présent arrêté ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être ordonnées dans ce but.

ARTICLE 4.- La présente autorisation cessera d'avoir effet si l'édit établissement reste inexploité durant deux années consécutives, ou s'il n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 5.- Toute modification, toute extension ne peut être réalisée sans que le pétitionnaire y ait été préalablement autorisé. Des arrêtés complémentaires pris, dans les mêmes conditions et les mêmes formes, à l'exception toutefois de l'enquête publique, sauf si l'importance des modifications le justifiait, et soumis aux mêmes formalités de publication peuvent imposer ultérieurement toutes les mesures que la sauvegarde de l'environnement pourrait rendre nécessaires ou atténuer celles des prescriptions dont le maintien ne serait plus justifié.

ARTICLE 6.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés ;

ARTICLE 7. - Deux ampliations du présent arrêté seront adressées à Monsieur le Maire de SAINT-HILAIRE-de-RIEZ

- pour notification à l'intéressé, pour ses archives et l'affichage permanent visible dans son installation,
- à Monsieur le Maire de CHALLANS,
- une pour être affichée pendant un mois à la porte de la mairie,
- une pour être conservée aux archives communales, où toute personne pourra en prendre connaissance.

ARTICLE 8. - Un avis informant le public de la signature du présent arrêté sera publié par les soins du Préfet, Commissaire de la République et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux paraissant dans le département.

ARTICLE 9. - Le Secrétaire Général de la Vendée, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, l'Ingénieur subdivisionnaire des Mines, Inspecteur Départemental des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, transmis,

pour information au :

- Directeur départemental de l'Equipement,
- Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Directeur Départemental de la Protection Civile,
- Directeur du Travail et de l'Emploi,
- Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'arrondissement des SABLES d'OLONNE.

FAIT à LA ROCHE-sur-YON, le 22 JUIL. 1985

le Préfet,  
Commissaire de la République,



R. JAFFREZOU

Pour ampliation  
Le Directeur



H. LACARDE

